

Interventions de Pierre-Alain Muet à l'Assemblée nationale

Projet de loi de finances rectificative pour 2010

Première séance du lundi 31 mai 2010

- **Explication de vote de la motion de rejet préalable**

Mme la présidente. Dans les explications de vote, la parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe SRC.

M. Pierre-Alain Muet. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, c'est toujours un plaisir d'écouter les interventions de Jean-Pierre Brard parce qu'elles sont toujours nourries d'humour et de brillantes citations. Mais nous ne voterons pas cette motion de rejet préalable car, dès le début des réunions de la commission, j'ai dit que nous voterions ce collectif budgétaire pour une raison très simple : le parti socialiste a l'habitude de répondre aux questions qu'on lui pose. Or la question qui nous est posée ici est : faut-il mettre en place un mécanisme de solidarité entre les pays européens pour faire face à la crise ? Évidemment oui. Les partis socialistes européens depuis plus de trois mois, c'est-à-dire depuis le début de cette crise, appellent de leurs vœux un tel mécanisme. Nous avons demandé, dans nos textes, à l'Europe de le mettre en place. Dès lors, quand il s'agit de le créer, nous soutenons une telle mesure.

On voit bien que l'Union monétaire a souffert de ne pas pouvoir répondre rapidement à la crise grecque. Il a fallu deux mois entre la décision de soutenir la Grèce et son application, deux mois pour que l'Europe se mette en marche. Résultat : la spéculation s'est développée sans aucun contrôle, sans aucune réponse de la part de l'Union européenne. Il a fallu encore un mois pour qu'on passe d'un dispositif baroque d'aide à la Grèce, fondé sur des prêts intergouvernementaux à des taux d'intérêt que nous avons toujours trouvé trop élevés, à un mécanisme de prêts aux pays en difficulté aux taux d'intérêt les plus bas – je l'espère – auxquels peut s'endetter l'Union. C'est la seule façon de résoudre des problèmes de dette souveraine.

Cela étant, je partage évidemment beaucoup des points de vue développés par Jean-Pierre Brard. Ainsi, quand il fait cette citation : « C'est un malheur du temps que les fous guident les aveugles », je pense que c'est un résumé très juste et très pertinent de ce qui s'est passé en Europe depuis plusieurs années sous la domination des gouvernements conservateurs majoritaires. Que s'est-il passé ? On a dérégulé complètement les économies en période de croissance quand aurait fallu au contraire les réguler pour éviter qu'une bulle ne se forme. Chacun voit bien à quoi a conduit l'exubérance des marchés financiers : à la crise que nous avons connue. La plupart des gouvernements européens ont réduit les impôts. Chez nous, cela a été des réductions d'impôts pour les plus fortunés, accompagné d'un creusement massif du déficit. De ce fait, la France a abordé la récession en étant déjà en déficit excessif. C'était évidemment l'inverse qu'il fallait faire : réduire les déficits dans une période de croissance pour avoir les moyens de répondre à une crise quand elle se présente.

Aujourd'hui, sous la pression des marchés financiers, l'Europe applique des politiques d'austérité partout, qui vont avoir pour effet de remettre en cause la reprise et de casser les perspectives de croissance. Nous avons bien sûr besoin d'une coordination des politiques économiques en Europe, mais pas d'une coordination aveugle. Il faut éviter que tous les pays ne se précipitent dans des politiques d'austérité qui non seulement ne résoudre rien globalement, mais risquent d'aggraver les difficultés.

Il est certain que les marchés financiers sont un très mauvais guide des politiques économiques. J'ai dit lors du débat sur le précédent collectif budgétaire, il y a presque un mois, que les marchés financiers faisaient pression sur les États pour qu'ils conduisent des politiques d'austérité, et qu'ils allaient s'appuyer sur leur mise en œuvre pour annoncer que la croissance serait très faible et qu'il y avait donc un risque que les déficits ne soient pas réduits. C'est très exactement ce qui s'est passé. La dégradation de la note de l'Espagne en raison de sa politique d'austérité qui risque de nuire à la croissance montre bien que les marchés financiers n'ont qu'une logique : prévoir ce qui va arriver la semaine suivante, non pas dans la réalité mais dans la tête des opérateurs de marché. Se laisser guider par les marchés financiers, c'est sûrement mener la politique la plus néfaste qui soit.

S'agissant du sujet qui nous occupe aujourd'hui, nous, nous n'avons pas de doute : il faut que l'Europe mette très vite en place un mécanisme de solidarité entre États. (Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

• Discussion Générale

...

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

M. Pierre-Alain Muet. Madame la présidente, monsieur le ministre, monsieur le rapporteur général, mes chers collègues, le parti socialiste a l'habitude de répondre aux questions qu'on lui pose, et la question de ce collectif est la suivante : la France doit-elle participer à la création d'un mécanisme européen de solidarité pour faire face aux crises de la dette ? Notre réponse est oui. Nous ne pouvons qu'approuver une proposition que nous faisons depuis des mois avec l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates européens.

Nous disions, depuis le début de cette crise, qu'il fallait élargir aux pays de la zone euro le dispositif qui existait pour soutenir les États européens hors zone euro. Nous soulignons qu'il y avait un paradoxe à accorder des prêts communautaires aux pays non membres de la zone euro à des taux d'intérêt proches de ceux auquel emprunte l'Union sans pouvoir le faire au sein de la zone euro, alors même que la logique fondamentale d'une union monétaire, c'est bien la solidarité entre ses membres.

Il aura fallu plus de deux mois de tergiversations pour passer de la décision prise au mois de février de soutenir la Grèce à la mise en œuvre au mois d'avril d'un plan de soutien. Pendant tout ce temps, la spéculation a pu se développer et l'incendie se propager en se nourrissant des divergences entre États européens. Il aura fallu encore un mois pour passer d'un montage baroque d'aide à la Grèce fondé sur des prêts bilatéraux à un dispositif européen mobilisable immédiatement.

De même, il a fallu une crise sans précédent des dettes souveraines européennes pour que la BCE procède à des évolutions qui paraissaient auparavant impossibles, et se mette à faire ce que fait d'ordinaire toute banque centrale : acheter des titres de la dette publique sur le marché secondaire.

Cependant la mise en œuvre de ces mécanismes ne doit pas cesser lorsque l'économie reprendra un

cours normal. Si nous voulons tirer l'enseignement de la crise et éviter qu'elle ne se reproduise, il faut faire en sorte que les mesures prises en urgence soient pérennisées.

Ainsi, la durée de vie du Fonds européen de stabilisation doit être prolongée et s'inscrire dans le cadre d'une coopération renforcée, cadre naturel en Europe pour que des pays volontaires, notamment ceux de la zone euro, décident d'avancer vers plus de solidarité. Cela permettrait de réagir efficacement en situation de crise, sans attendre trois mois pour intervenir efficacement.

Malgré tout cela ne suffira pas ! La leçon de cette crise, c'est qu'il n'y a pas d'union monétaire solide sans solidarité, et qu'il n'y a pas d'économie robuste sans une forte régulation du secteur financier.

M. Régis Juanico. Très bien !

M. Pierre-Alain Muet. La réflexion économique de la majorité conservatrice qui domine l'Europe et notre pays depuis plusieurs années est en retard d'une guerre.

Les politiques conservatrices ont dérégulé à tour de bras en nourrissant une bulle spéculative, là où il aurait fallu au contraire réguler pour éviter que l'économie mondiale ne devienne une économie de casino. Elles ont réduit les impôts, notamment sur les facteurs les plus mobiles – le capital – en laissant se creuser les déficits dans une période de croissance, alors que c'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Il convenait en effet de maintenir une fiscalité sur les capitaux pour éviter les dérives des marchés financiers et réduire les déficits dans une période de croissance afin de se donner des marges pour agir efficacement lors d'une récession.

Aujourd'hui, l'Europe applique, sous la pression des marchés financiers, des politiques d'austérité brutales, au risque de reproduire les mêmes erreurs que dans les années trente, là où il faudrait au contraire une combinaison subtile des politiques budgétaires et de la politique monétaire dans l'ensemble de la zone euro pour retrouver la croissance et réduire les déficits.

Dans toute union monétaire, une coordination des politiques économiques est évidemment nécessaire pour effectuer le bon dosage entre la politique monétaire et les politiques budgétaires à l'échelle européenne. Le lieu naturel de cette coordination, c'est évidemment le conseil ÉCOFIN, qui pourrait devenir une sorte de gouvernement économique s'il y avait un véritable échange sur l'orientation souhaitable des politiques économiques en Europe.

Or, d'une part le président de la commission, M. Barroso, confond coordination et pacte de stabilité...

M. Jacques Myard. Exact !

M. Pierre-Alain Muet. ...et d'autre part coordination ne signifie pas que la Commission ait à se mêler de ce qui ne la concerne pas en examinant le détail des budgets nationaux.

M. Jacques Myard. Très bien !

M. Pierre-Alain Muet. Ce qui compte, à l'échelle de l'Union, c'est de pouvoir apprécier le caractère restrictif ou au contraire expansionniste des politiques économiques et budgétaires et de les adapter à la situation conjoncturelle.

Aujourd'hui, le risque majeur est que les politiques d'austérité mises en place partout en Europe cassent la croissance au point de renvoyer la reprise à plus tard et même de remettre en cause la réduction des déficits. Le bon dosage des politiques économiques, c'est que les pays en excédent commercial – je pense naturellement à l'Allemagne – mènent une politique de relance pour alléger la contrainte qui pèse sur les pays en déficits extérieurs. En effet la baisse de l'euro ne résoudra pas le problème des pays en déficit extérieur, car celui-ci est très largement intra-européen.

Quant à agir sous la pression des marchés, c'est la meilleure façon de se tromper tout le temps. En effet les marchés financiers n'ont pas d'autre rationalité que d'essayer d'anticiper ce que tous les opérateurs vont penser quelques jours ou quelques semaines plus tard. J'ai souligné en commission, il y a une quinzaine de jours lors de l'audition de Mme Lagarde, que, après s'être inquiétés des déficits, les marchés financiers s'alarmeront demain des politiques d'austérité et du risque d'une croissance faible en Europe. C'est exactement ce qui est en train de se passer et il faut bien dire que les agences de notations ont ajouté leur dose d'irresponsabilité dans ce domaine.

Nous avons besoin de réguler les marchés financiers. Or force est de reconnaître que pas grand-chose n'a été fait en la matière depuis le début de cette crise malgré tous les discours.

Oui, il faut faire en sorte que les banques arrêtent de spéculer sur les marchés financiers avec l'argent des autres et qu'elles accomplissent leur métier de banquier : gérer des dépôts et accorder des crédits aux entreprises et aux consommateurs en conservant dans leurs comptes une grande partie de ces crédits, et non en s'en défaussant par la titrisation ou les multiples instruments de couverture.

Oui, il faut interdire les ventes à découvert qui permettent de spéculer à partir de rien, de surcroît dans des temps extrêmement brefs, sur le moindre petit écart de marché, avec des résultats qui peuvent s'avérer catastrophiques. La France et l'Allemagne pourraient utilement prendre une initiative commune sur ce sujet.

Oui, il faut s'interroger sur le fonctionnement des agences de notation qui accentuent les crises spéculatives au lieu de contribuer à les prévenir et il convient de mettre en place une agence européenne.

Oui, il faut instaurer à la fois une taxation du profit des banques et une taxation des transactions financières : la première, pour les faire contribuer à la réduction des déficits induits en grande partie par une crise dont elles portent la responsabilité ; la seconde, une taxe Tobin, pour à la fois limiter les transactions spéculatives et contribuer au financement du développement.

Nous pensons nous, socialistes, que l'Union monétaire est une avancée remarquable. Nous estimons qu'elle a protégé nos économies des turbulences mondiales, mais qu'elle ne prendra tout son sens que lorsque nous aurons avancé de façon simultanée dans la construction politique et dans la solidarité qui doit nécessairement accompagner cette union monétaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Gilles Carrez, rapporteur général. C'est très sage. (*Sourires.*)

Première séance du mardi 1er juin

Projet de loi de finances rectificative pour 2010

Vote solennel sur l'ensemble d'un projet de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle les explications de vote et le vote, par scrutin public, sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (n^{os} 2518, 2551).

Explications de vote

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe SRC.

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le président, madame la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, mes chers collègues, l'objet de ce collectif est de faire participer la France à la création d'un fonds européen destiné à soutenir les pays confrontés à une crise de la dette. Notre attitude sera évidemment positive. En effet, nous ne pouvons qu'approuver ce que nous demandons, avec l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, depuis le début de la crise grecque.

Il y avait un paradoxe à ce que l'Union puisse intervenir pour soutenir des pays en dehors de la zone euro et qu'elle ne puisse pas le faire au sein de la zone euro, alors que la logique même d'une union monétaire c'est la solidarité entre ses membres.

Ce fonds, dont la création constitue inévitablement une avancée, permettra d'intervenir plus rapidement et, nous l'espérons, avec des taux d'intérêt plus faibles que ceux qui ont été appliqués dans le cas de la Grèce.

La leçon de cette crise, c'est qu'il n'y a pas d'Union monétaire solide sans solidarité forte entre ses membres, et qu'il n'y a pas d'économie robuste sans une forte régulation du secteur financier.

Oui, nous avons besoin d'une coordination des politiques économiques en Europe pour savoir, au sein de la zone euro, quel est l'ajustement des politiques économiques à la situation conjoncturelle. Mais, n'en déplaise à M. Barroso, coordination ne veut pas nécessairement dire pacte de stabilité, cela peut aller aussi dans le sens de l'expansion.

Surtout, la coordination ne signifie pas non plus que la Commission doive s'immiscer dans le détail des budgets nationaux qui relèvent des prérogatives des parlements nationaux.

Aujourd'hui, le risque majeur en Europe et dans la zone euro, c'est la généralisation de politiques d'austérité qui risquent fort de casser la croissance. Le bon dosage des politiques économiques, c'est d'une part de mener une politique monétaire expansionniste pour avoir les taux d'intérêt les plus bas et réduire les dettes, et d'autre part que les pays en excédent commercial – je pense à l'Allemagne – mènent une politique de relance pour desserrer la pression qui pèse sur les pays qui ont un déficit commercial.

Quant à agir sous la pression des marchés, c'est la meilleure façon de se tromper à coup sûr. Les marchés financiers qui ont imposé, hier, des politiques d'austérité, s'inquiètent, aujourd'hui, de

leurs effets sur la croissance et la réduction des déficits. La seule vraie réponse à la crise passe un supplément de régulation. Il faut que les banques arrêtent de spéculer sur les marchés financiers avec l'argent des déposants et qu'elles fassent leur métier de banquier : gérer des dépôts et accorder des crédits aux entreprises et aux consommateurs.

Il faut interdire les ventes à découvert dont le seul effet est de favoriser la spéculation.

Il faut également s'interroger sur le fonctionnement des agences de notation qui accentuent les crises au lieu de contribuer à les prévenir. Pour ce faire, il convient de créer une agence européenne de notation.

Il faut instaurer une taxation du profit des banques. Il est clair en effet que les banques qui ont une responsabilité dans le creusement des déficits en Europe doivent contribuer à leur réduction.

Il faut enfin une taxation des transactions financières. C'est la seule façon de limiter la spéculation. Nous avons besoin de mettre en place une taxe Tobin, à la fois pour arrêter la spéculation et pour favoriser le développement du reste du monde.

Vous le voyez, beaucoup reste à faire. Il y a encore un fossé entre les discours qui sont tenus sur la régulation et les actes. Nous pensons nous, socialistes, que l'Union monétaire est une avancée remarquable, qu'elle a protégé nos économies des turbulences mondiales, mais qu'elle ne prendra tout son sens que lorsque nous aurons avancé dans la construction politique et dans la solidarité qui doit nécessairement accompagner cette union monétaire.

C'est pourquoi nous soutiendrons toutes les avancées qui vont dans ce sens, même les plus modestes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)